

Citoyen du monde à Montrouge

Numéro 121, décembre 2014

Et si... (leurs d'espoir)

Et si, confrontés au risque de spirale déflationniste et à la montée des contestations populaires, les autorités européennes changeaient enfin de cap ?

Les inégalités coûtent cher en croissance aux pays de l'OCDE. Jamais les écarts entre riches et pauvres n'ont été aussi forts que depuis 30 ans. Le clivage Nord-Sud s'accroît en Europe : revenus, emplois, pauvreté... Depuis 2 000, les pays du nord et de l'Allemagne divergent des Méditerranéens. Même le FMI de Christine Lagarde, même la Banque Centrale de Mario Draghi estiment que la politique d'austérité imposée par les instances de l'Union européenne met en danger la croissance et peut déboucher sur la déflation.

L'harmonisation européenne de la fiscalité – notamment sur le capital et sur la fortune -, des politiques de redistribution mieux ciblées, pourraient enrayer, progressivement, cette explosion des inégalités qui minent nos sociétés. Les ministres des finances français, allemand et italien proposent une directive pour empêcher les multinationales d'échapper à l'impôt. Le plan de relance de Junker pourrait être un premier pas pour éviter la stagnation.

La **mobilisation** contre le projet de traité transatlantique TAFTA (qui menace de balayer le droit des peuples et leurs conquêtes sociales et écologiques), mobilisation menée, il faut le souligner, à l'échelle européenne, pourrait bien réussir à l'enterrer.

En Espagne, le mouvement de la gauche radicale, Podemos, héritier des « indignés », est en passe de gagner les élections législatives de 2015. En Grèce, la gauche radicale, Syriza, est en tête dans les sondages, et pourrait parvenir à chasser le premier ministre conservateur Antonio Samaras. Même en Allemagne, où une majorité alternative SPD-Die Linke (gauche radicale) est arithmétiquement possible, un Land, la Thuringe, a placé à sa tête un représentant de die Linke...

Et si, constatant, après son ministre des finances Emmanuel Macron, l'échec du pacte de responsabilité (40 milliards d'allègements de cotisations sociales aux entreprises, mais, contrairement aux promesses de M. Gattaz, pas de création d'emplois), François Hollande décidait de renouer avec son discours du Bourget (« mon ennemi, c'est la finance »), et de désigner un Premier ministre qui puisse s'appuyer sur toute la gauche (PS-Front de gauche-Verts) au Parlement ?

Peut-être cette mesure, prise dès janvier, permettrait-elle la débâcle annoncée pour la gauche pour les élections départementales ?

Mais surtout, la nouvelle orientation politique permettrait de remobiliser le pays, en mettant en œuvre, avec la lutte contre le changement climatique, une **politique fortement créatrice d'emplois** (dans les secteurs des énergies renouvelables, du bâtiment, des transports publics et de l'agriculture).

Une véritable réforme fiscale serait lancée, de façon à réduire les inégalités de revenus et surtout de patrimoines, que l'on voit croître depuis quarante ans.

La gauche n'aurait plus honte d'afficher ses valeurs d'égalité, de justice et de générosité. Le mouvement vers la réduction du temps de travail serait relancé. La France renouerait avec sa tradition d'accueil de ceux qui, dans le monde, sont persécutés.

Une primaire serait organisée à gauche pour l'élection présidentielle. Car celle-ci est l'élection qui continue de passionner les Français. Et 75 % d'entre eux sont favorables à une primaire à gauche (dont 73 % des sympathisants de gauche).

Mais pour contrebalancer le pouvoir excessif dont dispose aujourd'hui le Président (et dont on a pu hélas voir à quelles dérives il nous entraîne), **les députés seraient élus à la proportionnelle, au sein de chaque département**. L'Assemblée serait ainsi plus représentative du peuple, mais aussi plus composite. Le Président choisirait un Premier ministre susceptible de rassembler derrière lui une majorité de députés, et, conformément à la Constitution, ce serait le Premier ministre qui déterminerait et conduirait la politique de la nation).

L'inconvénient de la proportionnelle intégrale est l'instabilité (que l'on a connue sous la IV^{ème} République). Mais il serait évité grâce à l'élection au suffrage universel du Président de la République (qui pousse à la bipolarisation, c'est-à-dire à des choix clairs d'orientation politique), et à la motion de censure (qui impose qu'il y ait, pour renverser le gouvernement, une majorité de substitution).

Bonnes nouvelles

Une chocolaterie en Côte d'Ivoire. L'Afrique avance. Jusqu'à présent, les Africains récoltaient et exportaient du cacao, qui était transformé en chocolat en Europe. Cémoi, numéro un du chocolat français, est le premier industriel occidental à installer une chocolaterie en Côte d'Ivoire. Un signe supplémentaire de l'ascension d'un continent de plus en plus dynamique. (*Le Monde*, 7-8 décembre).

Tarif unique pour les transports franciliens. Dès 2015, sera mis en place un tarif unique de 70 € pour le passe Navigo. Ce passe abolira les différentes zones tarifaires existant dans la région. Les tarifs s'échelonnent aujourd'hui de 67, 10 € jusqu'à 113, 20 €. Cette réforme devrait se faire grâce à une hausse du « versement transport », une taxe acquittée par les entreprises (*Le Monde*, 28 novembre). [Il n'y a pas de raison, en effet, que ceux qui habitent loin du centre, et qui ont donc des trajets plus longs, doivent payer plus cher...].

La Société générale a annoncé ce vendredi 5 décembre qu'elle jetait l'éponge : elle **se retire du projet contesté Alpha Coal**, une gigantesque mine de charbon en Australie. Il s'agit d'une première et importante **victoire des mouvements citoyens** qui exigeaient l'abandon de cette « bombe climatique ». Le projet doit maintenant être définitivement abandonné par ses promoteurs australiens et indiens (*communiqué ATTAC*).

La mobilisation contre TAFTA monte en puissance. Qu'est-ce que TAFTA ? Sous l'impulsion des multinationales, la Commission européenne et le gouvernement des Etats-Unis cherchent, dans le plus grand secret, à créer une immense zone où le commerce-roi écraserait les droits des peuples, balaierait leurs conquêtes sociales, réduirait le droit de bien manger, et celui de « vivre » bien...

Un tribunal « arbitral », composé de trois « arbitres » privés, permettrait aux multinationales d'attaquer tout Etat ou collectivité locale qui ne se plierait pas à leurs attentes.

Le 11 septembre, la Commission européenne refusait la demande d'« initiative citoyenne européenne » (ICE) visant à obtenir des États membres qu'ils ne concluent pas les traités « UE-USA » (TAFTA) et « UE-Canada » (CETA). En réponse, plus de 200 mouvements citoyens, issus de 21 pays différents, ont décidé d'organiser une « ICE auto-organisée » contre TAFTA et CETA. Cette initiative connaît un succès fulgurant : lancée il y a à peine plus d'un mois, elle vient déjà de dépasser le million de signatures !

La mobilisation est très forte en Allemagne, (613 939 signatures), en Grande Bretagne (185 000), en Autriche (40 037), en France (39760) , et elle s'étend à l'ensemble des pays de l'Union européenne. www.stop-ttip.org

[La croisière théâtrale à bord du TAFTA, le mercredi 10 décembre 2014, à Malakoff, a connu un franc succès.

<https://stoptafta92sud.wordpress.com/>]

Die Linke au pouvoir dans un Land en Allemagne. Le parti de la gauche radicale die Linke (qui regroupe des héritiers du parti communiste de l'Allemagne de l'Est et des transfuges du SPD tels qu'Oskar Lafontaine), le SPD et les Verts sont parvenus à un accord de gouvernement en Thuringe. La première année en crèche va être gratuite. Les énergies alternatives vont être développées. Que la coalition réussisse son examen de passage à Erfurt et tout est théoriquement possible à Berlin. Elle est en effet majoritaire au Bundestag, avec 319 députés sur 630 (mais le SPD a préféré la « grande alliance » avec la CDU d'Angela Merkel, où il est étouffé...) (*Le Monde*, 22 novembre, 6 décembre).

Climat

Nous savons que l'augmentation de la température sur notre planète aura des conséquences catastrophiques. Les premiers dérèglements que nous subissons (canicules meurtrières, désertification, hausse du niveau des mers, effondrement de la biodiversité, inondations, ouragans, ...) nous en donnent un aperçu. D'après le service de météorologie britannique, un épisode caniculaire tel que celui de 2003, qui avait fait plus de 70 000 morts sur le continent- principalement en France, en Italie, en Espagne et en Allemagne-, deviendra, d'ici à 2040, très commun. Un été aussi chaud que celui de 2013 sera jugé, à la fin du siècle, comme extrêmement froid (*Le Monde*, 10 décembre).

Nous le savons, **mais** par ailleurs, nous aimons bien qu'il fasse moins froid en décembre, et nous nous extasions devant les reportages à la télévision sur les baignades en Méditerranée encore possibles au mois de novembre...

Certains pays (Russie, Canada, ...) peuvent se dire que quelques degrés de plus, ce serait plutôt mieux.

Et même si la raison nous convainc qu'il faut lutter contre le réchauffement climatique, une petite voix nous dit que ce serait bien que ce soient « les autres » qui le fassent plutôt que nous (et nous trouvons de bonnes raisons pour justifier ce comportement que les économistes appellent celui du « passager clandestin » : ils produisent plus de gaz à effet de serre que nous par personne- les Etats-Unis-, ou au niveau de l'Etat-la Chine-...).

Les avancées saluées récemment (engagements de l'Union européenne, des Etats-Unis et de la Chine) sont encore bien modestes, elles ne permettraient que de réduire de 0,1 ° C la hausse prévisible pour la fin du siècle...

« Pour contenir le réchauffement en deçà des 2°C, **il faudra des efforts bien plus importants** que ceux qui sont aujourd'hui envisagés » (*édito du Monde du 18 novembre*).

Les émissions de gaz à effet de serre se sont accélérées depuis 2000, atteignant un rythme jamais vu depuis 1970. Alors que les émissions liées à l'agriculture et à la forêt se sont stabilisées, celles liées à l'énergie ont rebondi en raison de la montée en régime des Etats émergents, et du retour en grâce du charbon parmi les sources d'énergie (le charbon états-unien, rendu disponible par le gaz de schiste, est en partie exporté au Japon, en Chine et en Allemagne) (*Le Monde*, 10 décembre).

La déforestation massive en Amazonie (depuis les années 1970, 3 millions d'arbres par jour !) commence à avoir des effets dramatiques : sécheresses record en 2005, en 2010, en 2014, au Brésil... Le système est en train de se détraquer. La forêt amazonienne maintient l'air humide et l'exporte, vers une région qui va de Cuiaba à Buenos Aires au sud et de Sao Paulo aux Andes. A la même latitude, on tombe sur les déserts de l'Atacama, du Kalahari en Namibie et le bush australien. Le gouvernement a fait un très bon travail en réduisant les déboisements de 27 000 km² par an à 4 000 km², de 2004 à 2012. Mais le nouveau code forestier, qui a amnistié ceux qui déboisent, a envoyé un signal d'impunité et tout a repris. Il faut faire un effort de guerre pour reboiser (*Antonio Donato Nobre, agronome, Le Monde Science et médecine, 26 novembre*).

L'Iran menacé de devenir un immense désert. Le lac d'Oroumiyeh, qui fut le plus vaste du Moyen-Orient (5 200 km²) s'est asséché à 95 %. Les changements climatiques brutaux que l'on observe résultent de la croissance démographique (la population a doublé en 40 ans, passant à 78 millions d'habitants), et du développement économique (barrages et digues construits pour les besoins des agriculteurs, sans analyses scientifiques ; développement des industries) (*Le Monde, 7-8 décembre*).

Turpitudes des oligarques

Les grands groupes, champions des pots-de-vin. En moyenne, les pots-de-vin représentent 13,8 millions de dollars, soit 10,9 % de la valeur totale de la transaction concernée. Selon un rapport de l'OCDE, la plupart des corrupteurs et des corrompus viennent des pays riches (*Le Monde, 4 décembre*).

HSBC inculpée pour fraude fiscale. Le préjudice se chiffre en centaines de millions d'euros. HSBC mettait à la disposition de ses clients privilégiés des sociétés offshore, au Panama et dans les îles Vierges, n'ayant aucune activité économique et n'ayant comme but que de dissimuler les avoirs des clients (*Le Monde, 19 novembre*).

Soupçon de délits d'initiés à la tête de BNP Paribas. La justice enquête sur les ventes massives d'actions de trois dirigeants avant l'amende américaine (on se rappelle que les Etats-Unis avaient infligé à la banque une amende record de 6,6 milliards d'euros, pour des faits de violation des embargos américains sur l'Iran, le Soudan et Cuba (*Le Monde, 20 novembre*)).

Retentissant scandale de corruption au Brésil. La justice soupçonne des entreprises d'avoir détourné 3 milliards d'euros en dix ans (*Le Monde, 3 décembre*).

Et aussi... -Affaire Pérol : l'ex-conseiller de M. Sarkozy avait été nommé par celui-ci à la tête du groupe bancaire BPCE, au mépris des règles déontologiques (la loi interdit à un fonctionnaire de travailler pour une entreprise qu'il a surveillée ou conseillée dans les trois ans précédant son passage du public au privé). Le dossier est entre les mains du juge Roger Le Loire. L'ancien chef de l'Etat, protégé par son immunité, échappe, lui, à toute poursuite (25/11). - Des sacs de billets remis à **Serge Dassault** pendant quinze ans. L'argent provenait de comptes au Liechtenstein, au Luxembourg et en Suisse. Le comptable et ami du sénateur UMP a été mis en examen pour complicité de financement illégal de campagnes électorales (19/11).

Courrier des lecteurs en réaction à l'édito « Repolitiser l'Europe » du numéro de novembre.

C.N. J'apprécie vos mots sur le "Repolitiser l'Europe", mais Attac aura beaucoup de chemin à faire. Et en particulier, comment expliquer le peu d'activités européennes régulières (jumelage, réunions etc ...). Et quand je dis le peu, on pourrait dire l'inexistence à part l'université d'été.

C.V. Vas-tu venir au PS pour nous aider à faire la peau à FH et ses acolytes (Sapin, Le Drian, Valls, etc...) et préserver les chances de la Gauche pour 2014 ? "PS" : le congrès c'est les 5 et 6 juin 2015 et il faut adhérer 6 mois avant.

FH et Valls n'attendent qu'une chose : que tu ne réadhères pas. Non seulement il faut que tu le fasses, mais il faut que tu fasses adhérer tes amis, ta famille... Sinon le PS ne pourra plus s'allier à la Gauche, et on se retrouvera dans une situation à la grecque ou le PASOK, qui avait 45% des voix avant, n'en fait plus que 8%, et le reste de la Gauche 45%, mais le PASOK "maintenu" ne veut plus s'allier qu'avec la Droite... Le PS français conservera à mon avis un score supérieur à celui du PASOK même si FH demeure le vrai patron, car la situation des deux pays est différente. Avec 12% des voix et une alliance au "centre" avec le PRG à 2%, le reste de la Gauche (qui n'est pas certain de recueillir les suffrages des socialistes déçus) ne pourra pas gouverner d'ici 20 ans peut-être. Le FN tirera par contre profit de l'UMPS, et prendra le contrôle de plusieurs régions (PACA, Lorraine, Nord/Picardie, Languedoc).

J.L. Il n'y a pas d'identité européenne. Pour repolitiser l'Europe, il faut supprimer l'union européenne (sans majuscule).

G.D. Face à de telles âneries, je suis contraint de vous demander de ne plus m'accabler de vos inepties. En effet l'Europe existe géographiquement, c'est une donnée objective. Culturellement rien de réel : elle se divise entre latins et germaniques (et slaves si on regarde l'extension récente et aberrante de l'UE) Laïquement elle n'existe pas : des pays ont encore des religions d'Etat, d'autres heureusement s'en sont débarrassés.

Politiquement c'est une farce : on ne peut être républicain et accepter de faire partie d'une "union" où des rois et leur famille vivent sur le dos du peuple.

Historiquement ce qui unit une nation c'est d'avoir combattu ses voisins (c'est triste mais c'est comme ça). Les Allemands sont nos ennemis héréditaires depuis fort longtemps (combien de guerres depuis 1789 ?). Moins souvent depuis 45, non pas grâce à l'Union européenne mais depuis que nous avons la dissuasion nucléaire. Notre allié naturel est la Russie, pas l'Allemagne et ses satellites centre-européens

Gastronomiquement il y a buveurs de vins et de bière etc...

L'UE est le prolongement de la politique napoléonienne et de celle du 3^e Reich, mais comme vous le remarquez (à juste titre) non pas dans un dessein politique expansionniste mais au contraire au service du projet économique des multinationales (libre échange, immigration massive pour abaisser le coût du travail etc).

La solution n'est pas de re-politiser l'UE car le système est parfaitement construit pour toujours plus de libéralisme mais de la détruire ou en tout cas de la ramener à un outil de collaboration entre Etats-Nation.

UE DELENDA EST

J.R. VEUILLEZ ME RETIRER DEFINITIVEMENT DE VOS LISTES. J'ai déjà mis votre envoi dans les courriers indésirables. Vous représentez le désir de mort latent dans une minorité de ce peuple qui accapare les scènes et les centres de pouvoir.

Comment peut-on exprimer quoi que ce soit en se revendiquant d'un statut aussi délirant que "citoyen du monde" parfaite stupidité conceptuelle et politique qui indique au pire que nous nous sentons déjà en tant que nation "désouverainisés", en tant que culture identificatoire déjà dissous et en tant que personne un ectoplasme. Cette idéologie mortifère (des sociétés des cultures, du naître quelque part avec ce droit imprescriptible aussi d'avoir des parents des ancêtres et un axe d'identification de temps long) converge si bien avec les processus et les politiques de la mondialisation en tant qu'elles sont porteuses toujours du nihilisme et souvent de barbaries. C'est du sein du peuple français et parce que je porte le nom de mon père que je me donne le droit de parler de signer, et plus tôt dans ma vie d'engendrer au risque de donner mon nom en gage. Je "n'exige" rien, du sein du camp occidentaliste toujours prompt à se croire l'unique référence de la civilisation tout en lançant sans fin des guerres dissymétriques, et justifiant chaque jour les pires massacres et mensonges planétaires. L'Europe est une monstrueuse mégamachine mortifère qui finira pas accélérer la décrépitude de son devenu seul profiteur, le peuple allemand. La fuite en avant dans ce machin financier et nihiliste est une revendication de malade.

P.N. Conseiller municipal de Libourne (MRC) : Evidemment pas d'accord. Lis mon blog, mieux celui de Jean-Pierre Chevènement, celui ou ceux du MRC.

Fais un effort. Il y aussi ceux de « Vive la République » ou même de l'UPR....du MPEP(Nikonoff)

Il n'a que l'embarras du choix pour connaître les positions des républicains souvent partagées par la majorité des Français comme ce fut le cas aux dernières élections Européennes si l'on intègre dans le résultat les 60% d'abstentions dont nous étions.

Mais il y a eu aussi le fameux référendum de 2005 à propos de la Constitution européenne ou le NON l'a nettement emporté....

Bon il est difficile tu en conviendras d'être d'accord et très facile d'en trouver les raisons.

JPA : j'avais appelé à voter contre le "projet de traité constitutionnel" (comme tu as pu le voir si tu as été au bout du dernier "CMM" ("il y a dix ans dans CMM") mais je maintiens que nombre de problèmes doivent être traités au niveau européen; qu'en face de mastodontes comme la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, notre pays à lui tout seul ne peut pas grand-chose... mais ce n'est pas gagné, il y a du boulot ! ...

P.N. En fait ce sont les gens comme toi qui en délaissant la Nation républicaine ouvrent un boulevard au FN qui bien sûr s'y engouffre avec avidité... La gauche largement, l'extrême gauche, les verdâtres, les libéraux (UDI, Nouvelle donne...) L'UMP pâle reflet du gaullisme déclinant etc. ,etc. En fait seul le peuple renâcle s'abstient ou vote FN faute d'une meilleure offre politique que nous avons bien du mal à incarner

Il n'y a pas que le MPEP à être un petit mouvement (ils ne présentent pas de candidats aux élections jusqu'à présent) ou un petit parti comme nous le sommes (le MRC). Mais bon nous faisons ce que nous pouvons.

P.C. Le système européen est favorable à l'extinction des Etats pour donner du pouvoir aux régions. Les Etats ont accumulé des lois favorables aux populations grâce aux combats de nos aïeux. L'Etat devient un garde-fou contre les excès du libéralisme. Notre traité européen refusé par référendum est revenu par la fenêtre avec un recul important de la démocratie, que nos politiques ont entérinée petit à petit depuis longtemps. Nous avançons dans une société de fascisme caché où Marine Le Pen ne ferait pas mieux. La Commission européenne est en train de négocier des reculs de démocratie au profit des multinationales.

Avec les multinationales, la disparition de l'Etat, nous serons pieds et poings liés face aux milices privées sans loi dans le règne de l'arbitraire.

L'Europe est gangrénée.

Il y a dix ans dans CMM

Fin du pétrole : « Le pétrole est à 55 dollars le baril. Il ne redescendra plus » pouvait-on lire dans le numéro 13 de cette Lettre. C'était inexact, il est revenu autour de 40 dollars. Mais alors, la fin du pétrole n'est pas pour demain ? En fait **la demande se rapproche dangereusement de la capacité maximale de production** ; quand elle

l'atteint ou la dépasse, il y a tension sur les prix ; quand elle se relâche un peu, les prix baissent, donnant un mauvais signal aux consommateurs.

Comme l'explique bien Robert Mabro, président de l'Institut d'Oxford pour les études sur l'énergie, trois groupes contrôlent le marché du pétrole (*Le Monde 11 décembre*): l'OPEP, les compagnies pétrolières, et les institutions financières. Dans les années 1960 et 1970, les compagnies pétrolières, pour éviter que la production ne soit taxée trop lourdement, se montraient pessimistes sur le niveau des **réserves**. Aujourd'hui, elles les majorent, pour faire monter le cours de leurs actions. *Voilà qui n'est pas spécialement rassurant. ..*

[Aujourd'hui, le prix du pétrole, qui dépassait les 100 \$ le baril depuis longtemps, a chuté – 65,6 \$ le 9 décembre 2014. L'offre reste très abondante, avec le ralentissement de la croissance chinoise et la production de gaz de schiste aux États-Unis-. Le bas prix du pétrole va déstabiliser les producteurs pour lesquels la production devient plus non rentable comme le Vénézuéla, ou... les producteurs de gaz de schiste aux États-Unis..., ainsi que les pays qui vivaient sur la rente pétrolière, comme l'Algérie].

Sur le site <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique152>, les numéros à partir de 90 (novembre 2011), ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.